

P.J.n°7 – Justificatif de demande d'aménagement des prescriptions

Dans le cadre de l'instruction du présent dossier, le Syndicat Départemental d'Energie et des Déchets de la Haute-Marne (SDED 52) demande des aménagements de prescriptions portant sur les articles ci-dessous :

Arrêtés Ministériels	Articles	Justificatifs de la demande d'aménagements
<p>Arrêté Ministériel du 26/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p>	<p>Article 14 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Désenfumage</p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique ou manuelle.</p> <p>Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ; A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p>	<p>Le motif de cette demande d'aménagement de prescriptions repose sur le fait que chaque local de stockage disposera d'une aération naturelle réalisée en partie haute à l'aide de bardage à claire voie dont la surface unitaire a été déterminée sur la base de 2% de la superficie utile dudit local. Dans les locaux à risque, ces ouvertures seront complétées par des portes grillagées en partie basse afin de permettre une ventilation haute et basse des locaux.</p> <p>Cf. ANNEXE 1 : Plan détaillé des locaux.</p> <p>Cf. ANNEXE 3 : Aération des locaux à risques.</p> <p>Les installations envisagées, de par leur configuration, favoriseront l'évacuation des fumées dans la partie supérieure depuis la partie haute des bâtiments.</p> <p>Ses aérations naturelles remplissant les mêmes fonctions qu'un système de désenfumage dans les locaux à risques, le Syndicat Départemental d'Energie et des Déchets de la Haute-Marne (SDED 52) demande un aménagement de prescriptions.</p> <p>Cf. ANNEXE 2 : D9/D9A</p> <p>Les huiles, les lampes, les cartouches d'encre, les déchets d'équipements électriques et électroniques et les piles sont</p>

Arrêtés Ministériels	Articles	Justificatifs de la demande d'aménagements
<p>Arrêté Ministériel du 27/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial)</p>	<p>2.2. Locaux d'entreposage</p> <p>Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.</p> <p>Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>[...]</p>	<p>stockés également dans des locaux spécifiques dédiés sur rétention. (Cf. ANNEXE 6 : Plan de stockage DDS DEE Huiles)</p>